

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 04/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEMEX**

2201, Route d'Aizier  
76940 Vatteville-la-Rue

Références : UDRD-2023-12-T-823  
Code AIOT : 0005805448

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement CEMEX implanté Lieux-dits Les Communaux - La Haie du Maur 76940 Vatteville-la-Rue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre d'une action régionale de contrôle inopiné des déchets admis dans les carrières en cours de remblaiement avec la réalisation de prélèvements en vue de leur analyse. L'objectif est de vérifier le caractère inerte des matériaux admis.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX
- Lieux-dits Les Communaux - La Haie du Maur 76940 Vatteville-la-Rue
- Code AIOT : 0005805448
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de CEMEX à Vatteville-la-Rue est une carrière d'extraction de tout-venant. Le site d'extraction est éloigné du site où se trouve l'installation de traitement des matériaux extraits. La remise en état du site après extraction se fait notamment par remblaiement avec des matériaux inertes. La carrière est réglementée par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification des conditions d'admissions des matériaux de remblai
- prélèvement de terre pour caractérisation de leur caractère inerte

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Admission des déchets inertes issus de plateformes de regroupement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement de déchets inertes destinés au remblayage	Autre du 13/10/2023	Sans objet
2	Remblayage par des déchets inertes	Autre du 13/10/2023	Sans objet
3	conformité des déchets inertes non-dangereux accueillis	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
5	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet
6	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
7	acceptation de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
8	acceptation de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
9	acceptation de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, Annexe II	Sans objet
10	admission de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence de matériaux interdits au sein de la carrière exploitée par la société CEMEX à Vatteville la Rue. Les résultats d'analyses de l'échantillon prélevé à cette occasion confirment le caractère inerte des déchets admis. Cependant, il est demandé à l'exploitant sous 2 mois de justifier de la bonne traçabilité des matériaux lorsqu'ils proviennent de plateformes de regroupement (absence de rupture de traçabilité) et de justifier que les données relatives au remblaiement de la carrière sont bien téléversées sur la base nationale du RNDTS (Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement de déchets inertes destinés au remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> L 171-3-1 et L 514-8 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement de déchets inertes destinés au remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b> <b><u>L 171-3-1 du code de l'environnement :</u></b> I.-Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent prélever ou faire prélever des échantillons en vue d'analyses ou d'essais. Ces échantillons sont placés sous scellés. Dans le périmètre d'une installation, le responsable présent ou, à défaut, son représentant est avisé qu'il peut assister au prélèvement. L'absence du responsable ou de son représentant ne fait pas obstacle au prélèvement. II.-Les échantillons sont prélevés au moins en double exemplaire et adressés à un laboratoire d'analyses. Un exemplaire est conservé par le fonctionnaire ou l'agent chargé du contrôle aux fins de contre-expertise. La personne faisant l'objet du contrôle, ou la personne désignée pour la représenter, est avisée qu'elle peut faire procéder à ses frais à l'analyse de l'exemplaire conservé. Elle fait connaître sa décision dans les cinq jours suivant la date à laquelle les résultats de l'analyse du laboratoire ont été portés à sa connaissance. Passé ce délai, l'exemplaire peut être éliminé. Dans le cas où aucune contre-expertise n'a été sollicitée, le second échantillon est détruit au terme d'un délai de deux mois à compter de la date du prélèvement.  <b><u>L 514-8 du code de l'environnement :</u></b> Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent titre, y compris les dépenses que l'Etat a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est présentée inopinément le lundi 16/10/2023 sur la carrière exploitée par CEMEX à Vatteville la Rue en compagnie d'un agent d'un laboratoire agréé en vue d'un prélèvement de terre pour analyse. L'échantillon moyen a été prélevé au niveau du casier M3 en cours de remblaiement de la carrière. Selon l'exploitant, les derniers apports de matériaux sur ce casier sont relatifs à 2 chantiers de BTP exécutés par les sociétés SODEGRAVE (plateforme de regroupement située à Colleville) et OGF (chantier à Yvetot). L'exploitant indique que la carrière utilise des matériaux inertes (K3) issus de chantiers locaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Remblayage par des déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> article 2, AM du 12/12/2014
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, absence de matériaux interdits
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : <ul style="list-style-type: none"><li>- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;</li><li>- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;</li><li>- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;</li><li>- des déchets non pelletables ;</li><li>- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;</li><li>- des déchets radioactifs.</li></ul> II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.
<b>Constats :</b> Le site dispose de 2 box intermédiaires pour l'entreposage des matériaux entrant sur le site : un premier casier référencé n° 6 pour l'entreposage des matériaux en provenance de clients et un second référencé n° 7 pour les matériaux en provenance de la société CEMEX. Le séjour dans ces 2 casiers est préalable avant tout remblaiement dans l'attente des résultats d'analyses que l'exploitant fait réaliser. Une analyse est effectuée toutes les 500t issues d'un même producteur pour confirmer les données du DAP (document d'acceptation préalable). Sur le site, il a été constaté la présence de terres solides et pelletables répondant au code déchet 17 05 04. Aucune des catégories interdites mentionnées dans la prescription ci-dessus n'a été constatée sur le site. De plus, les résultats d'analyses des terres prélevées (rapport n° AR-23-LK-230075-01 transmis le 01/12/2023) ne mettent pas en évidence la présence de fibres d'amiantes dans l'échantillon analysé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : conformité des déchets inertes non-dangereux accueillis**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, résultats des analyses
<b>Prescription contrôlée :</b> Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

<b>Constats :</b> Les déchets admis sur le site de CEMEX entrent dans la catégorie des déchets mentionnés dans l'annexe I (Terres et cailloux 17 05 04 ne contenant pas de substances dangereuses).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document préalable - annexes
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: – le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; – le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; – le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; – l'origine des déchets; – le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose bien de tous les éléments requis précités. Il émet un document d'acceptation préalable à chaque producteur de déchets. Pour les 2 chantiers, objets du contrôle, CEMEX a délivré : - pour SODEGRAVE : le DAP n° J773-13 valable du 1/5/2023 au 1/05/2024, pour un chantier à Colleville n'étant pas connu comme étant un site contaminé (aucun site basias/basol admis), pour l'accueil de pierres et cailloux sous le code déchet 17 05 04, pour un volume prévisionnel de 30 000t/an. Le DAP mentionne le caractère inerte K3 des matériaux, et le refus d'enrobés, de plastiques, de DIB, de déchets verts. - pour OGF : le DAP n° J773-10 valable du 29/3/2023 au 29/3/2024, pour un chantier à Yvetot n'étant pas connu comme étant un site contaminé, pour l'accueil de pierres et cailloux sous le code déchet 17 05 04, pour un volume prévisionnel de 750t/an. <b><u>Demande n°1:</u></b> SODEGRAVE est identifié comme étant le producteur du déchet dans les documents. Or, selon les déclarations de l'exploitant lors de la visite, SODEGRAVE semble plutôt exploiter une plateforme de regroupement de matériaux à Colleville par laquelle transitent les matériaux (le DAP prévoit la réception de 30 000t/an). De plus, ce site ne semble pas disposer des autorisations permettant la rupture de la traçabilité lors des transits. Il est donc demandé à CEMEX de s'assurer de ce point, le cas échéant de garantir la bonne traçabilité des matériaux si ceux-ci transitent par une plateforme de regroupement avant l'admission en carrière sous 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Admission des déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, justification de la non-dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, la nature des matériaux sur le site ne relevait pas des catégories de déchets interdits : absence de déchets d'enrobés, de matériaux de déconstruction susceptible de contenir de l'amiante, etc. D'ailleurs, les résultats d'analyses confirment l'absence de fibre d'amiante dans l'échantillon prélevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Admission des déchets inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, justification du caractère inerte
<b>Prescription contrôlée :</b> Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la procédure qu'il met en œuvre pour s'assurer du caractère inerte des déchets admis : - <u>Avant toute réception (avant l'émission d'un DAP) :</u> Cemex vérifie la conformité de la demande du client avec les conditions d'admissions prescrites par l'AP du site de Vatteville-la-Rue du 21/10/2020. Puis, l'exploitant vérifie l'adresse du chantier producteur (coordonnées GPS, adresse), vérifie si la localisation du chantier est à proximité ou non d'un site potentiellement contaminé (rayon de 100m autour de sites répertoriés dans Basias/Basol et Géoriques). Si le chantier est susceptible de contamination, Cemex demande un diagnostic de pollution permettant de justifier la conformité des déchets à admettre (diagnostic portant sur l'amiante, bitume, HAP, pack ISDI, sulfures si terrassements parisiens profonds [Grand paris, Village olympique, Eole, Austerlitz]). Si le chantier n'est pas susceptible de contamination, l'exploitant s'assure aussi d'un éventuel impact environnemental au regard de la nature du matériau à admettre (amiante, sulfate, etc.). Enfin, si aucun impact n'est prévisible, l'exploitant délivre un DAP qui peut mentionner les mailles retenues pour le remblai voire préciser certaines conditions d'acceptation.

<p>Ce travail de vérification en amont est centralisé au niveau du service Foncier et Environnement de la société Cemex.</p> <p>- <u>Pendant et après réception</u> : à l'arrivée sur le site, l'exploitant assure un contrôle des documents administratifs (DAP, lettres de voiture) et effectue un contrôle visuel et olfactif (absence d'éléments indésirables dans la benne). Si le chargement est accepté, un bon de réception est émis mentionnant le producteur, la nature du déchet, la quantité admise et le casier de remblai envisagé. Le déchargement peut alors s'effectuer dans les casiers transitoires n° 6 et 7 précités. Dès lors, l'exploitant réalise un contrôle via une analyse selon les modalités définies dans son AP. Si les résultats confirment le caractère inerte des terres admises, alors le déchet est valorisé conformément au code de traitement de la DAP, en l'occurrence admis en remblai selon le code R5.</p> <p>Pour les 2 chantiers, objet du contrôle, l'exploitant a pu communiquer :</p> <p>- concernant SODEGRAVE : le rapport d'analyse n°AR-23-LK-183330-01 du 7/9/2023 émis par Eurofins relatif aux paramètres réglementés par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 (analyses sur brut et lixiviation). Celui-ci confirme le caractère inerte de l'échantillon analysé. Un bon de réception émis afférent porte le n°317046494 et est daté du 2/10/2023 pour une quantité reçue de 29,88t en vue d'un remblai à la parcelle 245/casier M3.</p> <p>- concernant OGF : le rapport d'analyse n°AR-23-LK-192050-01 du 19/2023 émis par Eurofins relatif aux paramètres réglementés par l'arrêté ministériel du 12/12/2014 (analyses sur brut et lixiviation). Celui-ci confirme le caractère inerte de l'échantillon analysé. Un bon de réception émis afférent porte le n°316854464 et est daté du 11/9/2023 pour une quantité reçue de 4,26t en vue d'un remblai à la parcelle 245/casier M3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : acceptation de déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, procédure d'acceptation préalable – présence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose bien d'une procédure d'acceptation préalable comme indiqué au point de contrôle précédant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : acceptation de déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, contenu de la procédure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...]</p> <p>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</p>



<p>[...]</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose bien d'une procédure permettant de s'assurer de la nature inerte des déchets admis comme indiqué au point de contrôle n° 6.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : acceptation de déchets inertes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> caractère inerte des terres analysées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>annexe II</p> <p>Critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 3 :</p> <p>1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter : Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2:</p> <p>2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour l'échantillon prélevé le jour de l'inspection, le rapport d'analyses référencé n° AR-23-LK-230075-01 transmis le 01/12/2023 par MINELIS indique le respect de l'ensemble des valeurs fixées par l'arrêté ministériel du 12/12/2014, que ce soit en contenu total sur matériau brut ou en essai de lixiviation. Ce lot de matériau peut donc être qualifié de déchet inerte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : admission de déchets inertes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, registre d'admission des déchets inertes non dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 (remplacé par l'AM du 31 mai 2021) sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission informatique recensant l'ensemble des données requises.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

N° 11 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a expliqué que le renseignement de la base nationale du RNDTS est centralisé par le groupe Cemex (77) pour l'ensemble des sites en France.</p> <p><b><u>Demande n° 2 :</u></b> il est demandé à l'exploitant de décrire son organisation pour assurer le bon renseignement du RNDTS et de justifier que les données relatives au site de Vatteville-la-Rue ont bien été téléversées pour l'année 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois